Illustrations (couverture, ouvertures de rubriques et p. 84) : © Lucas Boirat.

Avec le soutien du Centre national du livre, du Centre Georges Chevrier de l'Université de Bourgogne et du Département de français de Columbia University.

© anamosa, 2020
www.anamosa.fr

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective.
Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

LA CHAIR DU POLITIQUE

SENSIBILITÉS | HISTOIRE, CRITIQUE & SCIENCES SOCIALES

Coordonné par Ludivine Bantigny, Déborah Cohen et Boris Gobille

anamosa

p. 7
EN LUTTE

p. 8
ÉDITO
Les vibrations du politique
La rédaction

p. 10
INTRODUCTION
Expériences sensibles du politique
Ludivine Bantigny, Déborah Cohen et Boris Gobille

p. 22
RECHERCHE

p. 24
Quand l'émotion collective prend corps. La Pataria milanaise (1057-1075)
Piroska Nagy

p. 32
Faire parler et faire agir des objets en révolution : des ouvriers « archéologues » en 1848
Emmanuel Fureix

p. 40
L'engagement au risque des sentiments. Souffrances et bonheurs dans les trajectoires de militants féministes
Alban Jacquemart

p. 54
« Histoires d'elles ». Groupes femmes et expériences sensibles du politique dans la France des années 1970
Ludivine Bantigny

p. 68
Commémorer Mussolini, dénoncer le fascisme. Mobilisations contraires et émotions contrastées dans un lieu de mémoire sensible (Predappio, Italie)
Stéphanie Dechézelles

p. 82
EXPÉRIENCE

p. 84
Ce qui s'est passé sur la place de la République.
Une sociologie de l'événement Nuit debout
à partir des émotions politiques
Federico Tarragoni

p. 94
L'expérience sensible de la politique chez les enfants.
Retour sur la PréZIZIdentielle de 2017
Julie Pagis

p. 106
« Accélération de la conscience politique ».
Le soulèvement des gilets jaunes vu par les photos
de Serge D'Ignazio
Entretien avec **Ludivine Bantigny**

p. 132
DISPUTE

p. 134
Les droits de l'homme et la fiction sentimentale
Antoine Lilti

p. 144
Changement de siècle et changement de régime émotif,
le refoulement en thermidor des émotions révolutionnaires
Sophie Wahnich

p. 156
COMMENT ÇA S'ÉCRIT
Compte tenu du contexte
Nathalie Quintane

p. 168
RÉSUMÉS

EN
LUTTE

Le volume que vous tenez entre les mains devait initialement paraître en avril 2020. Déjà, il nous semblait impérieux d'affirmer le soutien de la maison d'édition aux revues scientifiques en lutte, comme à l'ensemble des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) mobilisés contre le projet de loi de programmation pluriannelle de la recherche.

En effet, sans une recherche publique ouverte, envisagée sur le temps long et dans la liberté de ses rythmes incertains, bien des ambitions éditoriales portées par Anamosa seraient inenvisageables, à l'instar des propositions singulières qu'incarne la revue *Sensibilités*.

À l'heure où ces quelques lignes sont écrites, en juin 2020, alors que plane une méfiance institutionnalisée à l'encontre des corps enseignants ainsi que des chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales, prétendument « coupables » non plus d'« excuser », mais de « casser la République en deux », notre mobilisation auprès de nos autrices et de nos auteurs, notre défense du savoir et d'une science à visée compréhensive, critique et émancipatrice n'en est que plus forte. L'enjeu politique et citoyen est de taille, pour la pensée comme pour les générations à venir.

La couleur éclatante et vibrante choisie pour *La Chair du politique* s'en veut l'emblème.

Chloé Pathé,
directrice et fondatrice des éditions Anamosa

LES VIBRATIONS

La politique est affaire de partage. D'idées et de valeurs, bien sûr, mais de passions et d'émotions tout autant. Pourtant, le rôle des affects en ce domaine fut longtemps sous-estimé. On n'eut de cesse d'opposer la raison et l'émotion, les intérêts et les passions, au lieu de réfléchir à leur intrication. Comme si l'on voulait non seulement se convaincre du caractère scientifiquement insaisissable des émotions, mais aussi mieux se prémunir de la menace que ces dernières feraient courir à nos démocraties argumentatives. Car, dans ces émotions soudaines et contagieuses, l'on craignait surtout la capacité à transformer un collectif d'êtres supposément rationnels en une foule délirante et incontrôlable. Seulement voilà : à force d'insister sur les stratégies raisonnées de l'acteur en situation, à ne vouloir déchiffrer que les subtiles machinations des partis politiques dans leur convoitise du pouvoir ou encore à trop focaliser l'attention sur la seule dynamique des structures et des engrenages institutionnels, les rationalités affectives des acteurs et les logiques émotionnelles des groupes ont été insuffisamment interrogées, sinon proprement perdues de vue. Un carcan aussi réducteur a produit, on le sait mieux à présent, les nombreux blancs de l'analyse et de la réflexion. Ces anciennes œillères ont empêché, par exemple, l'étude plus serrée de ces « communautés imaginées[1] » que sont la nation, la classe ou la génération comme étant elles-mêmes les fruits de mécanismes collectifs de projection et d'idéalisation, comme étant aussi, et surtout, les lieux privilégiés de nos ancrages identitaires et, par-là, la source de nos plus intenses ferveurs mobilisatrices et des plus puissantes communions sociales[2]. Aujourd'hui, alors que l'on mesure combien la sphère publique est aussi une bulle affective, il en va de l'avenir même de la démocratie.

Par conséquent, appréhender à leur juste place les émotions dans l'analyse des comportements politiques suppose de s'arrêter aussi longuement que nécessaire sur les phénomènes – individuels et collectifs – d'enthousiasme et de frustration, de compassion et de solidarité, de colère et d'indignation. Dans l'examen du politique, c'est aussi faire toute leur place à l'étude des logiques sociales génératrices d'espoirs et d'amertumes, d'angoisses et de violences, de fidélités et de désenchantements. Traversé par ces flux et reflux émotionnels, le temps insurrectionnel, par exemple, a ceci d'intéressant qu'il procède souvent à une mise à mal des formes communément admises de « partage du sensible[3] ». Souvent de manière très concrète d'ailleurs, comme lorsque les révolutionnaires du XIXe siècle brisent les horloges, symbole du temps royal et mesuré, ou lorsque les « sans voix » des sociétés médiévales, par les cris, grondements ou acclamations donnent, précisément, de la voix. Ajoutons que, dans les temps plus ordinaires, les sensibilités sont autant à l'œuvre dans l'expression de la confiance et de la solidarité que dans le dessin de cette frontière du « nous » et du « eux » qui commande les mécanismes de la haine et du rejet – ceux fondés sur la pigmentation de la peau en étant une des plus éclatantes expressions. Ce faisant, elles participent des modalités de

1 Benedict Anderson, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 [1983].

2 Philippe Braud, *L'Émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

3 Jacques Rancière, *Le Partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, La Fabrique, 2000.

DU POLITIQUE

la subjectivation et de la politisation comme de la construction sociale des visibilités et des indifférences. Que l'on soit conservateur ou progressiste, de droite ou de gauche, capitaliste ou anticapitaliste, ce ne sont jamais bien sûr les mêmes références, les mêmes registres émotionnels, voire le même rapport au temps, qui sont mobilisés. Ce qui oblige de préciser – point capital – que toutes ces choses se combinent différemment au gré des moments, des lieux et des sociétés. Tout autant que les dramaturgies du pouvoir, les affects qui dynamisent le jeu politique ne sont ni stables, ni invariants[4]. Ils demeurent chaque fois le fruit d'une histoire collective singulière et sont toujours informés par la culture et l'époque. N'oublions pas d'ailleurs combien les corps eux-mêmes (depuis leurs apparences jusque dans leurs tréfonds) sont eux aussi travaillés, investis, façonnés par le politique, par toutes ces formes de micropouvoir[5] qui, de plus en plus invisibles, distribuent places, légitimités, attitudes autorisées, espaces de l'aise et du malaise.

C'est donc à l'exploration, ou plus exactement à la rencontre, de cette « chair du politique » que convie le présent numéro de *Sensibilités*. Qu'il paraisse dans un contexte particulier de contestation sociale et politique n'est évidemment pas anodin. D'un côté, celui-ci s'avère durable si l'on tient compte du malaise qui s'exprime, depuis une vingtaine d'années au bas mot, dans nombre de nos démocraties libérales. De l'autre, il est aussi spécifique et situé, si l'on considère l'actuel et puissant rejet de la réforme des retraites et, dans le domaine du savoir, de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR). Sans surprise, et après les mondes du droit, de la santé et de l'éducation, il est aujourd'hui question de distinguer les rôles dans le monde de la recherche pour les atomiser, les affronter les uns aux autres, et ériger ainsi de nouvelles frontières entre établis et marginaux, vieux et jeunes, titulaires et précaires, excellents et médiocres… La brutalité consiste en outre à imposer un modèle de management unique, assorti d'une exigence de rentabilité assumée comme « darwinienne »[6], et dont les principes sont aux antipodes des valeurs humanistes et critiques qui fondent le nécessaire exercice de la production du savoir comme celui de la transmission des connaissances. À plusieurs reprises, dans ses précédents numéros, parce qu'attentive à l'historicité et à l'infinie variété des formes de la vie sociale, la revue *Sensibilités* a pris position contre ces tentatives de naturalisation des places, d'amputation de la vie affective ou de réduction de toutes les formes de créativité. Soyons-en persuadés : l'insensibilité et la promotion de l'insensibilité sont politiques. À quoi, sans relâche, il faut et faudra opposer la défense d'une conception exigeante, joyeuse, généreuse, commune et égalitaire du savoir, de l'art et de l'éducation.

La rédaction

4 Clifford Geertz, *Negara. The Theatre State in Nineteenth Century Bali*, Princeton, Princeton University Press, 1980, p. 124.
5 Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

6 Lors de la cérémonie des 80 ans du CNRS, qui s'est tenue le 26 novembre 2019 en présence d'Emmanuel Macron, président de la République, le PDG du CNRS, Antoine Petit, a en effet déclaré : « Nous avons besoin d'une grande loi de programmation pluriannuelle de la recherche, une loi ambitieuse, inégalitaire ou différentiante s'il faut faire dans le politiquement correct, vertueuse et darwinienne, qui accompagne les scientifiques, équipes, laboratoires, établissements les plus performants à l'échelle internationale ».

INTRO-
DUCTION

Expériences sensibles du politique

C'est un petit disque à destination de la jeunesse ; Léonard a 10 ans et demande à son grand-père ce que c'est que la « sensibilité de gauche ». Et le grand-père, qui a la voix de Jean Rochefort, lui répond : « La sensibilité de gauche, des fois c'est d'aimer perdre son temps […] c'est tout ce qui n'est pas indispensable […], souvent, quand c'est pas très raisonnable, c'est plutôt de gauche ». Vincent Delerm enchaîne en chantant : « Ce poulet du dimanche il est de gauche ; ce soleil sur les branches, il est de gauche ; en juillet les casse-croûte sur les aires d'autoroute, de gauche, de gauche, de gauche[1] ». On pourra sourire devant la naïveté politique du propos et sa reconduction de clichés éculés. Pourtant, la question de Léonard touche juste : « sensibilité politique » n'est pas seulement une vague expression pour désigner des positionnements incertains, mais rend compte de ce qui est récemment devenu un réel enjeu pour les sciences sociales, après une longue tradition d'évitement.

Ce n'est pas, cependant, que les pensées politiques aient oublié la question du sensible et des émotions collectives, au contraire. Chez Platon, le θυμός (ardeur, colère…), qui est le centre des affections de l'âme, est un rouage essentiel de l'éducation du citoyen vertueux, rationnel et respectueux des lois ; c'est pourquoi dans *La République*, il envisageait de chasser les poètes hors de la cité, leurs chants suscitant des émotions peu propices selon lui à la sérénité de la citoyenneté. Il s'inquiétait également du risque que les démagogues, excitant les passions et manipulant le peuple, pouvaient faire courir aux assemblées. Le sensible est d'emblée au cœur du politique. De même peut-on songer à l'hypothèse de Montesquieu selon laquelle chaque système politique correspond à un modèle de passions politiques qui en soutiennent la structure et le fonctionnement. Les passions qu'il analyse sont pour lui autant de « principes » des différents gouvernements – c'est-à-dire qu'il s'agit d'emblée de modes passionnels collectifs et structurants. L'honneur est le principe monarchique, la vertu celui de la République, la crainte celui du despotisme.

Néanmoins, un autre élément est à prendre en compte : celui de l'assignation sociale des formes de sensibilité. Aux élites sont traditionnellement réservées les émotions « nobles », ancrées dans une norme collective (le sentiment d'honneur, la colère, l'amour même), celles qui sont jugées compatibles avec la raison et donc avec un régime politique rationnel, stable, prospère. Au peuple, on attribue les émotions excessives surgies du bon plaisir individuel (la rage, l'envie, la haine) et par conséquent à la fois incompatibles avec une structuration rationnelle et avec une règle collective. Or, à partir du moment où, à la fin du XVIIIe siècle, les élites vont avoir à faire avec cette figure du populaire faisant irruption en politique, elles vont avoir tendance à se définir hors des émotions comme si celles-ci étaient à l'opposé du politique pensé comme le règne de la raison.

Selon elles, les élites étaient plus à même que le peuple d'œuvrer au bien public, à l'intérêt général, en raison notamment de leur éducation, de leur compétence et de leur accès privilégié à la raison – le peuple, lui, étant à la fois soumis à l'empire de la nécessité et aux débordements passionnels. Sieyès, dans son discours à l'Assemblée nationale le 7 septembre 1789, déclarait que « c'est pour l'utilité commune [que les citoyens] nomment des représentants bien plus capables qu'eux-mêmes de connaître l'intérêt général et d'interpréter à cet égard leur propre volonté ».

Avec les changements de régime, c'est aussi la figure même de la raison et donc son articulation avec le sensible qui évolue : désormais, loin d'être pensée comme un phénomène collectif, comme une norme commune, la raison prend la figure du singulier abstrait, de l'individu raisonnant dans le silence des inscriptions sociales. La raison est alors inséparable de l'individualisme bourgeois, tandis que le peuple, nécessairement pensé comme groupe, comme masse, peine à accéder à cet idéal solipsiste. « L'invention de l'électeur » a supposé la formation d'un jugement autonome et rationnel en quelque sorte indépendant du social et de ses allégeances, dépendances et liens affectifs. Le citoyen-électeur est un individu, dont la rationalité abstraite est censée se construire à distance du groupe. La masse, la foule, porteuse d'émotions est de plus en plus pensée comme antinomique d'une juste politique. Ainsi, James Madison, l'un des pères fondateurs de la Constitution américaine, assurait dans le *Fédéraliste* que « dans toutes les assemblées nombreuses, et quels qu'en soient les caractères les composant, la passion n'échoue jamais à dérober le sceptre à la raison ». Le maintien de la rationalité suppose alors la délégation à un petit nombre de personnes, la coupure avec les émotions du groupe. L'invention du citoyen-électeur est aussi passée, au cours du second XIXe siècle, par la réglementation et la diffusion d'une civilité électorale destinée à garantir que les passions restent à bonne distance des bureaux de vote[2]. L'invention des programmes électoraux elle-même, si elle obéit à de multiples logiques, a tendu à substituer un catalogue plus ou moins raisonné et articulé de mesures à la relation clientélaire qui prévalait au « temps des notables »

1 Vincent Delerm, *Léonard a une sensibilité de gauche*, illustré par Blanca Gomez, Arles, Actes Sud, 2011.

2 Alain Garrigou, *Le Vote et la Vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992 ; Yves Deloye, Olivier Ihl, *L'Acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

et qui était marquée non seulement par une dépendance matérielle mais aussi par une déférence affective et symbolique de l'électeur à l'égard du candidat. Cette construction historique et politique d'une norme civique et d'une figure idéale de l'individu-électeur produisant, dans la civilité et la retenue, un choix autonome et raisonné parmi des programmes eux-mêmes ordonnés, ne s'est pas immédiatement ni complètement accompagnée d'un équivalent pour le militant ou la militante (par définition pris·e·s dans un collectif en mouvement). Néanmoins, si le militantisme a été et demeure pour partie nourri par un investissement affectif sinon passionné à la cause, au point de générer parfois un engagement qu'on a pu qualifier de « total », tout un travail de rationalisation s'est opéré, notamment au sein des organisations partisanes de masse, pour articuler les intérêts militants à des intérêts de classes objectifs, pour former les militants en tant qu'individus rationnels, parla lecture et l'apprentissage de l'argumentation, voire pour les acculturer au « socialisme scientifique », afin de leur offrir, à chacun et à chacune, des capacités de montée en généralité et de mise en conformité avec la grammaire politique dominante.

Au fil de cette longue histoire dont nous n'évoquons ici que quelques jalons, le politique – au moins dans sa version idéale, car la réalité de « la » politique est bien souvent tout autre – a été rabattu sur le discursif et l'argumentatif et tenu à distance des émotions[3]. Cette dévalorisation de l'émotionnel s'est accompagnée, très souvent, d'une relégation des registres populaires d'énonciation du politique. La civilité politique correspondait à des normes de comportement dont les élites politiques et sociales se pensaient l'incarnation. Ainsi, dès le début de la Troisième République, les candidatures ouvrières ont fait l'objet d'un travail de délégitimation visant le langage familier, les *hexis* corporelles populaires, les expressions passionnées qui y étaient engagées[4] – étrange opération, d'ailleurs, que cette relégation élitiste du populaire, se méconnaissant ou se masquant comme dégoût social, c'est-à-dire comme registre affectif. Ce sont bien sûr les formes paroxystiques de surgissement populaire, comme l'émeute et le rassemblement de foule, qui ont fait l'objet du plus grand discrédit. Disqualifiées au motif que le suffrage universel les rendait caduques, rangées au musée de ces passions historiques qui, si nécessaires qu'elles aient pu être par le passé pour lutter contre la tyrannie, n'avaient plus de « raison d'être », si l'on ose dire, dès lors que la République était advenue, elles ont surtout été ravalées au rang de poussées irrationnelles et pathologiques. Informées par la longue histoire des insurrections et des révolutions, diverses « rationalisations » pseudo-savantes ont entrepris de conférer un soubassement « scientifique » à ce déclassement de la foule populaire, à l'image de la « psychologie des foules » de Gustave Le Bon qui, en 1895, l'assimilait à une « femme hystérique » et à une masse subjuguée, prête à tous les débordements sexuels ou violents, et disposée à la manipulation des démagogues. Une chaîne d'associations s'est ainsi sédimentée, qui assimilait, dans une commune relégation, le peuple, l'émotionnel et le désordre. Vision qui trouvait un secours jusque dans la langue : on se souvient en effet qu'« émeute » et « émotion » ont la même racine étymologique, et que le terme « émotions » renvoyait, dans les anciens dictionnaires, aux soulèvements populaires. Les émotions populaires étaient rejetées comme plébéiennes, porteuses de passions : troublant l'ordre établi, elles étaient à la fois considérées comme un danger politique et dépossédées de leur signification politique propre.

Des formes plus raffinées ont émergé par la suite. Sans retracer ici la longue histoire des formes de délégitimation du populaire, notons que les gouvernementalités hiérarchiques et inégalitaires tendent souvent à produire une idéologie dépréciative du public reposant sur un dérèglement émotionnel, ou bien excès de passion, ou, au contraire, apathie. Ainsi, aux sources intellectuelles du néolibéralisme dans les années 1920, Walter Lippmann fonde sa défense du gouvernement des experts sur l'opposition entre « la passivité de la sensation », du côté du public, du peuple, de la masse, et « l'activité de la pensée », du côté des experts, des intellectuels, des élites politiques[5]. De son côté, Joseph Schumpeter écrit en 1946 que « le citoyen typique tendrait, en matière d'affaires publiques, à céder à des préjugés et impulsions extra-rationnels ou irrationnels[6] ». Axiome qui sous-tend une conception extraordinairement étroite de la démocratie, reposant sur l'incompétence prêtée aux citoyens et sur le gouvernement des experts[7]. Comme le souligne Barbara Stiegler, cette vision n'enregistre pas une apathie politique déjà là, sorte de propriété naturelle supposée du public, mais *produit*, et vise à produire, cette apathie[8]. À la même époque, John Dewey prend à contre-pied cette conception de

3 Tant et si bien qu'il a fallu, pour constituer les émotions en objet de sciences sociales, d'abord rompre avec « la croyance en une construction étatique et civique assise sur un processus de rationalisation et d'assèchement des passions politiques », Damien Boquet et Pyroska Nagy, « L'historien et les émotions en politique : entre science et citoyenneté », in *Politique des émotions au Moyen Âge*, Florence, Edizioni del Galluzzo, 2010.

4 Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 39, n° 4, 1984, p. 681-716.

5 Barbara Stiegler, *« Il faut s'adapter ». Sur un nouvel impératif politique*, Paris, Gallimard, 2019, p. 102.

6 Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1963 [1946], p. 357. Cité par Francis Dupuis-Déri, *La Peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Québec, Lux, 2016, p. 188.

7 Stiegler, *« Il faut s'adapter »*, *op. cit.*, p. 94.

8 *Ibid.*, p. 121.

« l'opinion publique » comme « entité passive coupée de toute possibilité d'action[9] ». Contre le dualisme entre « passivité de la sensation » et « activité de la pensée », entre sujets passifs et sujets actifs, et convaincu que le gouvernement des experts ne peut conduire qu'à une « oligarchie gérée en vue des intérêts de quelques-uns » alors même que « le monde a plus souffert des *leaders* et des autorités que des masses »[10], Dewey exige, dans une veine pragmatiste, de réfléchir à l'articulation entre sensation, pensée et action. Pour lui, « le public consiste en l'ensemble de tous ceux qui sont affectés (*affected*) par les conséquences indirectes de transactions à un tel degré qu'il est jugé nécessaire de prendre soin (*care for*) systématiquement de ces conséquences[11] ». Le public se forme quand est ressenti un préjudice ou un effet et que se forge, pour y remédier, une démarche d'enquête, qui conjoint pensée et action. Il existe donc pour Dewey une « connexion étroite entre faire, souffrir et subir », et c'est cette articulation entre l'action, le sensible et le réflexif qui détermine ce que le philosophe appelle une *expérience*[12]. Or, dans une veine non plus pragmatiste mais spinoziste, la politique elle-même peut être pensée comme art d'affecter : non pas seulement au sens où les décisions politiques affectent la vie ordinaire – ont un impact, exercent un effet –, mais également parce que les structures sociales et politiques sont des fabricateurs de désirs et d'affects, et de manières d'agir à partir de ces désirs[13]. Ces affects ne font pas qu'exprimer des vécus « intérieurs », des « émotions » supposément individuelles et perturbatrices des facultés supérieures : ils construisent directement, au côté bien sûr d'autres facteurs, les rapports de force et de sens qui tissent le politique : ils sont à double face, à la fois expression et action.

Ainsi, ces différents éléments pointent vers la nécessité de penser l'articulation entre le politique, le sensible et l'expérience, et notamment vers ce qu'on appellera ici l'expérience sensible du politique[14].

Les sciences sociales sont-elles absentes de ce déplacement du regard ? On pourrait aisément le croire, tant elles sont longtemps restées rétives à la prise en compte de cette expérience sensible du politique. Soit que les dimensions émotionnelles des phénomènes sociaux et politiques aient été réputées fuyantes, évanescentes, anhistoriques, et par conséquent difficiles à objectiver, soit que celles et ceux qui étudiaient avec sympathie les mouvements populaires aient craint de discréditer ces derniers en mettant en lumière leurs propriétés affectuelles, soit encore que les sociologues et politistes aient orienté leur démarche vers la mise en évidence des logiques rationnelles du militantisme et de l'action collective contre leur réduction antérieure à des désordres sociaux pathologiques alimentés par la frustration. Les efforts s'appliquaient plutôt à montrer tout ce qu'un rapport non savant au politique pouvait porter de raisonnement, d'insertion dans des traditions discursives et gestuelles et des répertoires d'action éprouvés, d'appel à des normes collectivement construites et validées[15]. Si l'inquiétude demeure parfois[16], le mouvement s'est inversé depuis les années 1990 et il est désormais acquis que l'émotion n'est pas de l'ordre d'une pure naturalité, d'une pulsion intérieure, physique et déconnectée de processus évaluatifs construits collectivement. Ainsi que le formulait David Le Breton, « ce n'est pas le corps qui est ému, mais le sujet[17] ».

De fait, les facultés liées aux émotions et aux sentiments (la peur, la haine, l'indignation, la déception, l'amour, la confiance…) non seulement font partie intégrante de l'individu rationnel, mais encore constituent un fondement de sa raison même. En suivant ce paradigme cognitif inspiré des neurosciences[18], George E. Marcus a pu parler d'une « intelligence émotionnelle » : l'émotion ne s'oppose pas à la raison, elle est, elle aussi, une faculté de juger. Et une faculté de créer : Pierre Ansart a ainsi évoqué une « jouissance de l'imaginaire » dans le champ politique, imaginaires politiques qui invitent aux projections affectives et les retravaillent sans cesse, en formant des « signes émouvants »[19]. « Travail » : le terme est bien approprié, à la fois parce que ces dispositifs sensibles se renouvellent et ne sont jamais figés, mais encore s'élaborent, loin de n'être que les traductions d'une spontanéité. C'est pourquoi Philippe Braud associe les projections et investissements émotionnels à un travail du symbolique[20]. C'est pourquoi encore, dans une étude aussi pionnière que désormais célèbre, Arlie Hochschild

9 *Ibid.*, p. 100.
10 John Dewey, *The Public and Its Problems*, cité par Stiegler, *« Il faut s'adapter »*, *op. cit.*, p. 114.
11 *Ibid.*, p. 118-119.
12 *Ibid.*, p. 104.
13 Frédéric Lordon, *La Société des affects. Pour un structuralisme des passions*, Paris, Seuil, 2013.
14 Ludivine Bantigny et Boris Gobille, « L'expérience sensible du politique. Protagonisme et antagonisme en mai-juin 1968 », *French Historical Studies*, 2018, vol. 41, n° 2, p. 275-303.

15 Par exemple : E. P. Thompson *et al.*, *La Guerre du blé au XVIIIe siècle. La critique populaire contre le libéralisme économique au XVIIIe siècle*, Montreuil, Les éditions de la passion, 1988.
16 Voir par exemple Jean-Luc Chappey : « La mode qui s'est emparée de certains courants intellectuels et qui fait des "émotions" (individuelles ou collectives) les nouvelles clés d'intelligibilité des luttes sociales et politiques, anciennes ou présentes, aux dépens de - et souvent contre - tout ce qui peut apparaître comme des produits de la raison (comme les partis et programmes politiques) constitue finalement un retour en arrière : loin d'ouvrir de nouvelles possibilités aux luttes populaires, elles réduisent celles-ci à des expressions spontanées, festives, et par là, éphémères. Dès lors, le danger est grand de réduire l'intervention du peuple en politique à une suite de réactions intempestives et imprévisibles », « Démythifier la raison », *Agone*, n° 61, 2017, p. 37-38.
17 David Le Breton, *Les Passions ordinaires. Anthropologie des émotions*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 102.
18 Sur les rapports entre neurosciences et sciences sociales autour des émotions, voir le dossier coordonné par Quentin Deluermoz, Thomas Dodman et Hervé Mazurel, « Controverses sur l'émotion. Neurosciences et sciences humaines », *Sensibilités. Histoire, critique & sciences sociales*, n° 5, novembre 2018.
19 Pierre Ansart, *La Gestion des passions politiques*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1983, p. 69-76.
20 Philippe Braud, *L'Émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, p. 89.

a forgé la notion de « travail émotionnel » pour décrire les processus d'ajustements complexes et incessants visant à adapter les comportements aux attentes sociales, règles et conventions ou au contraire à les en démarquer[21]. Dans ce sillage et avec cette inspiration, Patricia Paperman a analysé la valeur prescriptive et non descriptive des émotions, leur capacité à rendre publique l'appréciation d'une situation ; elle a mis l'accent sur leur nature évaluative[22]. Que les émotions soient l'objet d'un travail politique de sollicitation, de mobilisation et de construction, c'est également ce qui ressort des renouvellements récents de la recherche sur les mouvements sociaux. Celle-ci a mis l'accent sur les « dispositifs de sensibilisation » conçus par les organisations d'action collective pour susciter des soutiens et faire adhérer à leur cause. Ces dispositifs s'entendent comme « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue[23] ». On pourrait ajouter qu'ils transforment les rétributions du militantisme, celles-ci n'étant plus seulement instrumentales mais également, et peut-être centralement, affectives et symboliques[24]. En tout état de cause, la mobilisation collective prend le visage d'un véritable « art de la protestation[25] », qui conjugue stratégie, savoir-faire, et créativité, cette dernière jouant non seulement sur les formes d'action et les registres de justification, mais aussi sur les affects en jeu. Les émotions apparaissent ainsi comme des *forces* sociales qui produisent des clivages, des solidarités, des groupes et des significations. Des régimes collectifs d'affects se construisent, et ces processus de composition des émotions n'ont rien d'une simple agrégation spontanée d'émotions individuelles : ils sont l'objet et le résultat d'un véritable travail politique à l'origine d'une puissance d'agir.

Penser cette vie affective, ces joies et ces craintes, ces sensibilités façonnées par des mécanismes sociaux et prises dans des formes organisées sinon instituées[26], suppose d'interroger la temporalité des affects. Cela suppose, d'abord, de sortir d'une vision qu'Edward P. Thompson qualifiait de « spasmodique » : les phénomènes émotionnels ne peuvent pas être pensés dans la seule immédiateté d'une irruption, d'un temps sans profondeur sociale, politique et culturelle. Aborder ces questions en termes de sensibilités plutôt que d'émotions au sens commun du terme, c'est précisément les rendre à leur inscription historique et sociale, et distinguer une sédimentation longue des sensibilités[27] et une dimension surgissante des émotions, si du moins l'on considère, avec Jon Elster, que « le trait le plus frappant des émotions est leur composante d'excitation[28] ». Les termes sont cependant débattus. Ainsi, la terminologie de Jasper[29], comme d'ailleurs l'emploi de la notion d'émotions dans d'autres travaux sur les mobilisations collectives, se caractérise par une certaine instabilité sémantique et des révisions successives qui ne parviennent pas à trancher définitivement le flou notionnel. Isabelle Sommier propose de reprendre et d'appliquer aux mouvements sociaux, en la subsumant sous le terme de « dimension affectuelle », la typologie d'Akoun et Ansart qui distingue *l'affect*, plus ou moins durable et relevant de l'échelle individuelle, *l'émotion*, d'intensité forte mais de durée courte et qui, parce que culturellement et socialement codée, est à la fois individuelle et collective dans son expression comme sa répression, *la passion*, état affectuel plus ou moins durable qui, en sciences sociales ou en histoire des idées politiques du moins, a une présence collective, enfin le *sentiment*, souvent d'intensité moindre mais plus durable que les précédents états et qui lui aussi est du ressort aussi bien de l'individu que du collectif[30]. Cette distinction s'inscrit dans une tradition des sciences sociales pour laquelle « l'émotion renvoie à un affect transitoire, quand le sentiment s'inscrit sur une temporalité plus longue et plus stable[31] » (réservant du coup celui-ci aux élites, pour caractériser le peuple par le surgissement désordonné de celle-là) et ce, sans même parler des « sentiments moraux » chers à la philosophie. Mais « émotion » et « sentiment » sont cadrés de manière inverse dans d'autres travaux de sciences sociales, en particulier sous le rapport de la temporalité et de la conscience. Pour Christophe Traïni, qui s'inspire ici des neurosciences (Pierre Buser), de la philosophie cognitive (Thomas Nagel) et de la

21 Arlie Hochschild, *The Managed Heart,* trad. fr. : *Le Prix des sentiments. Au cœur du travail émotionnel,* Paris, La Découverte, 2017.
22 Patricia Paperman, « Les émotions et l'espace public », *Quaderni*, Centre de recherche et d'étude sur la décision administrative et politique, Paris, 1992, n° 18, p. 93-107.
23 Johanna Siméant et Christophe Traïni, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause », *in* C. Traïni (dir.), *Émotions… Mobilisation!*, Paris, Presses de Science Po, 2009, p. 13.
24 Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154 ; *id.*, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 2005, p. 157-188.
25 James M. Jasper, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.
26 Nicolas Mariot, *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006.
27 Mise en évidence aussi bien par l'histoire des sensibilités que par la socio-histoire élaborée par Norbert Elias.
28 Jon Elster, « Rationalité, émotions et normes sociales », *in* P. Paperman & R. Ogien (dir), *La Couleur des pensées. Sentiments, émotions, intentions*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1995, p. 38.
29 James M. Jasper, « The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions in and around Social Movements », *Sociological Forum*, vol. 13, n° 3, sept. 1998, p. 397-424.
30 Isabelle Sommier, « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », *in* É. Agrikoliansky, O. Fillieule, I. Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 185-202.
31 Quentin Deluermoz, Emmanuel Fureix, Hervé Mazurel, M'Hamed Oualdi, « Écrire l'histoire des émotions : de l'objet à la catégorie d'analyse », *Revue d'histoire du xixe siècle*, n° 47, 2013, p. 157.

psychologie sociale (Bernard Rimé), ce sont les sentiments qui sont encapsulés dans des temporalités courtes. Si leur répétition ou leur apparition dans le cadre de traumas d'exception est susceptible de leur conférer la temporalité longue (à l'échelle biographique) d'un tempérament ou d'une sensibilité, ils demeurent tendanciellement, comme le suggère le terme anglais *feelings*, des « états corporels » résultant de « l'altération d'une partie des processus cérébraux automatiques par des réactions affectives » ; en tant que tels ils constituent un « mode de perception immédiat et fruste » et s'accompagnent « de la conscience plus ou moins claire d'une sensation physique, d'une impression », conscience dite « phénoménale » ou « de premier ordre ». Au contraire, l'émotion relèverait d'une « conscience réfléchie » ou « de deuxième ordre », autrement dit d'une opération métaconsciente à travers laquelle on perçoit ce que l'on perçoit. Elle est un mode d'accès à l'intelligible, à la compréhension de ce qui est éprouvé, elle implique une « évaluation cognitive » et s'avère « indissociable de l'apprentissage préalable d'un ensemble de *règles sociales* » qui inscrivent les expériences individuelles dans un « système de significations et de prescriptions normatives socialement reconnu »[32].

Ainsi, les débats terminologiques recoupent des divisions disciplinaires (neurosciences/sciences sociales) mais traversent également les sciences sociales elles-mêmes. Ces distinctions ne sont certes pas oiseuses si l'on veut préciser de quoi l'on parle, clarifier les méthodes d'enquête et trouver les bonnes articulations entre univers notionnel et terrain empirique. Mais elles ne doivent pas être fétichisées, tant elles ne convergent pas toutes et parce qu'aucune ne fait véritablement consensus. Ce dossier de *Sensibilités* ne saurait prétendre arbitrer entre elles. Ce qu'il convient de souligner cependant, c'est que la plupart de ces approches reconnaissent que les émotions, les sensibilités, « reflètent le social autant qu'elles le constituent[33] » et récusent un ensemble de frontières artificielles, à commencer par la séparation entre individu et collectif. Si tout individu est un « pli singulier du social[34] », un ensemble de susceptibilités affectives que la tradition spinoziste nomme *ingenium*[35], l'émotion – au sens commun du terme – ressentie dans son for intérieur et dans son corps, face à un choc moral, une interpellation éthique, une urgence d'action, un dilemme, un conflit de loyautés, une situation problématique, etc., est inséparable de sensibilités plus durables, qu'elle peut le cas échéant réaménager, mais qui ont toujours à voir, à des degrés plus ou moins profonds, avec des socialisations, des appartenances collectives, des codages sociaux et culturels, des cultures politiques. Ainsi, la colère face à un maintien de l'ordre arbitraire, injuste ou disproportionné (facteur fondamental de la radicalisation émeutière) est bel et bien un affect, mais celui-ci ne saurait être rabattu ni sur la seule idiosyncrasie individuelle, ni sur une temporalité strictement immédiate, et ce serait perdre en intelligibilité que de le saisir uniquement à ces échelles : il engage un sens de ce qui se fait et ne se fait pas, du juste et de l'injuste, du légitime et de l'illégitime, bref des sensibilités et des « économies morales » dont le substrat, éminemment variable, est évidemment social, culturel et historique[36]. Des expériences individuelles traumatiques, violentes, vécues sur le mode de l'émotion brutale et engageant parfois des conversions existentielles ne sont le plus souvent possible que sur le fond latent d'une sensibilité préexistante. Ainsi le combat antiesclavagiste extrêmement précoce et solitaire du marin, berger et gantier Benjamin Lay, tel qu'il est raconté par Marcus Rediker, prend-il appui non seulement sur le traumatisme ressenti face aux macabres spectacles des violences vues à La Barbade, mais aussi sur sa culture *quaker* poussée au bout de sa logique pacifiste[37]. Si nous privilégions ici le terme de sensibilités, c'est parce qu'il nous paraît permettre de saisir cette dimension intriquée des états affectuels sans scinder les échelles d'observation ni préjuger de leur durabilité différentielle, sur laquelle seule l'enquête peut statuer. La notion de sensibilité prend donc en charge l'articulation, d'une part, des complexions individuelles – à la fois physiques, subjectivement vécues en première personne et socialisées –, et, d'autre part, des cadres sociaux, collectifs et historiques dans lesquels elles s'inscrivent.

Par sa capacité à articuler les subjectivités individuelles et les structures collectives, la notion de sensibilité permet de travailler à la charnière du temps court et du temps long, au lieu d'opposer le premier, qui serait le domaine d'affects vus comme soustraits à toute inscription sociale et historique, et le second, qui serait du domaine de sensibilités analysées comme des sédimentations de longue durée soustraites à toute transformation brutale.

Les événements critiques permettent de l'illustrer – tout en n'étant pas les seuls cas de figure

32 Sur ces distinctions, voir Christophe Traïni, « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 2, 2010, p. 338-341.
33 Deluermoz, Fureix, Mazurel, Oualdi, « Écrire l'histoire des émotions », *art. cité*, p. 166.
34 Bernard Lahire, *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisations*, Paris, La Découverte, 2013.
35 Lordon, *La Société des affects*, *op. cit.*.

36 Didier Fassin, « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 6, vol. 64, 2009, p. 1237-1266.
37 Marcus Rediker, *Un activiste des Lumières. Le destin singulier de Benjamin Lay*, trad. fr. : Aurélien Blanchard, Paris, Seuil, 2019. Benjamin Lay explique bien qu'à La Barbade son « esprit affligé » avait été « jeté à l'époque comme dans une tempête […] par ces tristes récits d'esclavage » et il en fait un tournant de sa vie et de son action, p. 53.

possibles : alors qu'ils frappent en général par l'accélération de l'histoire qui s'y produit en un temps très ramassé, ceux-ci peuvent en effet être préparés par des crises de sensibilités de plus longue durée. Dans son enquête sur les origines culturelles de la Révolution française, Roger Chartier élargit l'analyse au-delà du seul périmètre des livres et des idées pour atteindre des ressorts plus enfouis, des « mutations de croyance et de sensibilité qui rendront déchiffrable, acceptable, la destruction si rapide et si profonde de l'ancien ordre social[38] ». Il en va de même d'autres situations de crise comme Mai-Juin 68. Qu'elles proviennent de livres, d'enseignements, de théories, de publications militantes, ou d'expériences personnelles et collectives, les idées n'y sont agissantes qu'à proportion qu'elles rencontrent, en sus de leur utilité pratique pour l'action (que faire ?), des « vocations d'hétérodoxie » déjà cristallisées, des crises de sensibilité et des sensibilités de crise qui leur confèrent une capacité à affecter vouée sinon à rester *lettre morte* ou à ne toucher que les activistes les plus sensibles au travail idéologique. En retour, elles procurent à ces prédispositions sensibles, des mises en forme politiques, des « politisations »[39]. La question des rapports entre idées et événements passe donc par celle des sensibilités préalables qui en orchestrent réception, appropriations et braconnages au fil de la dynamique critique. Antoine Lilti revient ainsi, dans ce dossier, sur un ouvrage fondateur, sur les débats qu'il a suscités et les perspectives fécondes qu'il pourrait encore ouvrir : en s'attaquant en 2007 à la question des droits de l'homme non plus dans une perspective de théorie juridique ou philosophique, mais comme énoncé déclaratif produit par une mutation culturelle, Lynn Hunt, dans *L'Invention des droits de l'homme*, s'inscrivait en effet dans un courant visant à repenser le rationalisme du XVIIIe siècle sans en exclure la sensibilité. Elle faisait des romans sentimentaux de l'époque les véhicules d'une transformation profonde des émotions individuelles et collectives et du rapport à l'autre, d'une empathie susceptible de conduire à l'identification de soi avec les autres en souffrance. Tout en suggérant que le passage de l'empathie jouant sur l'imagination privée à une théorie politique de l'égalité des droits proclamés publiquement reste à démontrer, Antoine Lilti montre la richesse de la provocation consistant à déplacer le débat juridique vers des questions culturelles et vers une histoire des sensibilités. Il montre la richesse d'une réflexion qui remet les expériences sensibles des sujets individuels au cœur des enjeux politiques et des événements les plus majeurs.

Pour autant, l'événement n'est jamais un simple réceptacle de sédimentations sensibles se déroulant antérieurement ou extérieurement à lui. S'il en est pour partie le produit, il en est tout autant un producteur, non seulement parce qu'il manifeste massivement et au grand jour des désaffections à l'endroit de l'ordre dominant, qui du même coup acquièrent une visibilité et une force d'entraînement, mais également parce qu'il les requalifie politiquement, les déplace, les élargit, les hybride avec d'autres champs de significations, et, surtout, les ente sur l'action. Si la Révolution française est une « révolution de l'égalité » (Rosanvallon) qui propage l'égalité civile et politique dans le droit (avec la restriction majeure que les femmes en sont exclues, aux côtés d'autres catégories réputées sous dépendance), ce n'est pas seulement parce qu'elle est préparée par une transformation de la sensibilité qui court au fil du XVIIIe siècle et cristallise le sentiment d'empathie, d'humanité commune et d'égalité naturelle. C'est aussi que l'égalité, durant la Révolution, est d'abord une réalité sensible concrètement vécue et éprouvée : la possibilité pour quiconque de « faire l'Histoire ». Ce dont d'innombrables acteurs et actrices des mondes populaires font alors l'expérience sensible, c'est une « capacité d'initiative politique » désormais ouverte à tout individu, qui, par son action individuelle ou collective à des moments charnières du processus révolutionnaire, peut peser directement sur le cours des choses. C'est en s'attachant ainsi aux « révolutionnaires en action » qu'Haim Burstin a forgé la notion de « protagonisme », qui désigne précisément cette « expérience personnelle de l'histoire en acte » et remodèle le partage du sensible, forge de nouveaux sujets politiques et façonne une nouvelle sensibilité au politique qui irradie jusqu'au quotidien[40]. D'une façon assez similaire, Timothy Tackett a montré, pour les élites révolutionnaires, comment étaient nés un « style paranoïaque de la politique », une obsession du complot, une sensibilité effrayée, alors que ce langage était inexistant dans leurs modes de raisonnement sous l'Ancien régime. Pour la plupart juristes et magistrats, leur culture luministe les avait habitués à raisonner sur le monde social en termes de causalités naturelles et si l'instabilité du moment, les incertitudes et les risques eurent tôt fait de faire circuler rumeurs et soupçons dès l'été 1789 et de faire voisiner enthousiasme et angoisses, leur culture rationaliste tendit à préserver les élites politiques d'explications conspirationnistes. L'épisode de la fuite du roi, finalement arrêté à Varennes, bouleversa leurs certitudes

38 Roger Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990, p. 10.

39 Bernard Pudal, « Ordre symbolique et système scolaire dans les années 1960 », *in* Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai-Juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2008, p. 62-74 ; Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », *ibid.*, p. 274-291 ; Boris Gobille, « Les idées de Mai 68 », *in* C. Charle, L. Jeanpierre (dir.), *La Vie intellectuelle en France*, t. 2 : *De 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, 2016, p. 663-668.

40 Haim Burstin, *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013. Voir également le dossier coordonné par Quentin Deluermoz et Boris Gobille, « Protagonisme et crises politiques », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 28, n° 112, 2015.

et amorça une transformation de la psychologie des élites révolutionnaires[41].

Comme on le voit, si les sensibilités préparent les événements critiques, elles y sont tout autant bousculées et modifiées. Qu'il s'agisse de la joie éprouvée à la découverte du possible historique, de l'enthousiasme ressenti dans l'action collective, de la colère et de l'angoisse suscitées par les manœuvres des adversaires, de la révolte de la dignité face au mépris subi, etc., elles structurent le protagonisme et l'antagonisme, et contribuent à façonner la dynamique des événements[42].

Les épisodes de rupture historique ne sont évidemment pas les seuls à mettre ainsi en jeu l'expérience sensible du politique, mais ils permettent peut-être d'apercevoir de façon plus nette la fécondité de la notion de sensibilité sur le terrain des phénomènes politiques. Le terme « sensible », quant à lui, autorise deux opérations supplémentaires. À l'échelle globale, il invite à saisir le politique comme un *ordre* fondé sur un « partage du sensible » (Rancière) qui assigne aux individus et aux groupes des places et des rôles à la fois différenciés et hiérarchisés – en particulier s'agissant de la légitimité à s'emparer du politique. Il conduit par conséquent à porter attention aux ruptures historiques qui percutent cet ordre, le reconfigurent et y infiltrent un désordre : soudainement « prennent part » à la parole et à l'action politique de nouveaux protagonistes dont le rapport au politique est ordinairement placé sous le signe de l'illégitimité, de l'écart, de la soustraction, de la distance, de la circonspection, de la méfiance ou de l'indifférence.

À l'échelle plus intime cette fois, « sensible » renvoie au fait que le politique est une affaire qui, selon des modalités et à des degrés différents, nous affecte de l'extérieur, nous sollicite, nous interpelle, une affaire qui convoque ou mobilise non seulement nos croyances, convictions, idées, idéologies, non seulement nos appartenances, loyautés, cultures, mais également nos sensibilités – en cela le politique est aussi quelque chose dont on fait l'expérience en tant que sujet singulier[43]. L'ensemble de ces théorisations repose alors sur le postulat d'une sorte d'extériorité du sujet face au politique qui l'affecte, comme si les subjectivités « rencontraient » le politique après avoir été formées d'une autre glaise (sociale, religieuse, morale) et y réagissaient. Le sujet politique complexe viendrait, selon les moments, s'opposer aux logiques économiques et sociales ou y travailler, mais sans jamais s'y confondre. Or, nombreux sont les chercheurs et chercheuses qui ont pointé les récentes modifications introduites par le néolibéralisme, soulignant combien la rationalité néolibérale tend à organiser non seulement les échanges économiques, mais jusqu'aux pratiques juridiques, culturelles, affectives et politiques, « économicisant » des sphères et des activités auparavant régies par d'autres logiques, brisant cette extériorité préalable entre un extérieur politique et une personnalité subjective, reconfigurant donc nos sensibilités – notamment politiques[44]. En s'étendant sans cesse, le modèle du marché cherche à remodeler jusqu'à nos manières de penser, de ressentir, d'aimer, produisant de nouvelles conduites et en somme de nouveaux sujets. La sensibilité commune au juste, au bien commun, devant être effacée devant la seule rationalité économique, c'est l'idée même de citoyen·ne qui s'efface alors (car si celui-ci et celle-ci se devaient d'être rationnel·le, il s'agissait d'une rationalité axiologique et non strictement instrumentale). Le système néolibéral tendrait à configurer nos sensibilités mêmes, de manière à les rendre adéquates aux normes d'un marché dont la logique est totalement intériorisée. Pour autant, ce projet résolument totalitaire (au sens premier du terme puisqu'il vise à éviter toute coupure, toute extériorité et à régir l'ensemble des énergies humaines), dont Wendy Brown décrit la logique, semble se heurter à la réalité d'une résistance du sensible. Les luttes en cours partout dans le monde tendent à le montrer : l'*homo œconomicus* n'a manifestement pas encore éradiqué les hommes et les femmes sensibles, faisant l'expérience du politique et y réagissant au nom de valeurs et de rêves non inscrits dans les règles du marché par lesquelles on tente de régir leurs vies.

***

Les terrains sur lesquels cette expérience sensible du politique peut être observée sont aussi bien formels et structurés que quotidiens et non institutionnels, comme ce dossier s'attache à le montrer. Comme Stéphanie Dechézelles et Alban Jacquemart le rappellent ici, la sociologie de l'action collective est devenue depuis la fin des années 1990, aussi bien aux États-Unis qu'en France, l'un des postes d'observation du rôle des émotions et des sensibilités dans l'investissement du politique et dans le travail de mobilisation. Fruit d'une histoire disciplinaire qui avait vu se succéder et se concurrencer le paradigme psychologisant du comportement

41 Timothy Tackett, *Anatomie de la Terreur. Le processus révolutionnaire, 1787-1793*, Paris, Seuil, 2018.
42 Bantigny et Gobille, « L'expérience sensible du politique », *art. cité*.
43 *Ibid.*

44 Voir par exemple Wendy Brown, *Défaire le dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, trad. fr. : Jérôme Vidal, Paris, éditions Amsterdam, 2018, p. 118-119.

collectif, qui tendait à rabattre les sensibilités sur l'irrationnel, et le paradigme rationaliste de la mobilisation des ressources, centré sur la construction et l'entretien des organisations de mouvement social, ce renouveau a débouché sur des travaux très divers selon que l'accent était mis sur le rôle des affects dans l'investissement du militantisme, sur les dispositifs de sensibilisation destinés à rallier des soutiens et provoquer des engagements, ou sur la façon dont les liens affectifs suscitent l'implication ou au contraire peuvent fragiliser la mobilisation. Un des angles morts de ces approches tient à la préférence accordée aux organisations militantes plutôt situées à gauche du spectre politique. Cette préférence porte la marque d'un temps où la sensibilité, pensée comme l'alternative illégitime à la rationalité politique, était laissée aux pauvres et aux incompétents. Les contributions de Stéphanie Dechézelles et d'Alban Jacquemart proposent alors un double déplacement. La première analyse les affrontements de sensibilité qui marquent les hommages rendus trois fois par an au « Duce », où se nouent les périmètres mouvants du dicible de la nostalgie fasciste et de la mémoire nationale dans un contexte caractérisé par des contre-mobilisations antifascistes, Predappio, village natal de Mussolini, étant situé au cœur de la région « rouge » de la Romagne. Le second, s'écartant d'une conception strictement instrumentale des dispositifs de sensibilisation, étudie comment le travail émotionnel à l'œuvre dans des collectifs féministes permet à des hommes, en délicatesse avec la norme patriarcale de la « virilité obligatoire », de gérer leur souffrance. Les sensibilités et les sentiments y apparaissent comme des ressorts fondamentaux des carrières militantes, de l'engagement au désengagement, et l'expérience sensible du politique comme une expérience politique – politisante – du sensible. C'est aussi ce que démontre l'enquête de Piroska Nagy, dont les travaux pionniers sur l'histoire des émotions sont adossés à de solides études empiriques[45], comme c'est encore le cas ici. Elle nous permet de retrouver le mot médiéval d'*esmotion* dans le sens, déjà, d'une agitation populaire. En se plongeant dans le bouillonnement de la *Pataria,* contestation venant notamment du bas clergé à l'encontre des puissants, de la hiérarchie ecclésiastique et de la simonie, au cœur du XIe siècle milanais, elle met au jour les dispositifs affectifs alors mobilisés, et ce des deux côtés. Cette approche est exceptionnelle tant la rareté des sources pour cette période ne permet pas, généralement, de les saisir et ne donne accès le plus souvent qu'au point de vue des dominants. La mise en branle des émotions dans cet événement qui mêle enjeux sociaux, spirituels et religieux, constitue bel et bien une *performance* politique.

La prise en compte du caractère agissant des sensibilités se déploie également dans les rapports ordinaires au politique. Elle est proposée ici de manière originale. D'abord par Julie Pagis, qui rend compte dans la rubrique « Expérience » d'une enquête conduite dans des classes à composante populaire de la banlieue parisienne durant la campagne présidentielle de 2017. Le dispositif d'enquête, subtil et fécond, déjoue la distance des enfants à « la politique » en interrogeant ceux-ci, collectivement et à travers des procédés ludiques, sur les sujets d'actualité, les « affaires » et les programmes qui scandent la campagne présidentielle. Dépassant l'incompétence usuellement prêtée aux enfants, qui plus est d'origine populaire, du fait de normes adultes et socialement situées, elle éclaire les registres émotionnels d'appréhension de la politique et les conditions socioaffectives de la sociogenèse précoce des goûts et dégoûts politiques. De son côté, Emmanuel Fureix part d'un fait local et contingent : la découverte en avril 1848 d'ossements et d'objets divers, épées, poteries, bijoux, par des ouvriers d'un chantier de terrassement près de Conflans-sur-Seine. Il tisse alors les liens que ces ouvriers établissent avec le contexte révolutionnaire dont ils sont les témoins et qui leur accorde le suffrage, dans ce qui prend la forme d'une expérience sensible de 1848. Racontant leur découverte dans l'espace local, la faisant valoir auprès d'autorités savantes ou publiques avec lesquelles ils entrent en relation, enquêtant sur les origines possibles des ossements, ces ouvriers « révolutionnent » les restes archéologiques en les arrimant à des demandes de dignité et aux nouvelles significations révolutionnaires, et s'affirment ainsi comme des sujets politiques et historiques. De son côté, en racontant des « histoires d'elles » à partir des « groupes femmes » constitués après 1968 dans des entreprises, des universités et à l'échelle des quartiers, Ludivine Bantigny place l'étude au cœur des pratiques de protagonistes ordinaires qui décident de s'organiser, en non-mixité, pour prendre en mains leur histoire, leurs luttes et par là une forme d'autonomie politique. Car le politique est bien là, dans l'analyse qu'elles font des modalités de la domination – masculine et patriarcale en l'occurrence, mais aussi capitaliste – et dans les formes sensibles de leurs résistances. Leur subversion de l'ordre établi passe par une mobilisation des émotions en tant qu'actions où se croisent insubordination et imagination créatrice. S'il y a un changement de nos manières d'analyser la politique et l'histoire, pour y inclure

45 Voir notamment Damien Boquet, Piroska Nagy, *Sensible Moyen-Âge. Une histoire des émotions dans l'Occident médiéval*, Paris, Seuil, 2015, et le dossier « Émotions médiévales » de *Critique*, n° 716-717, janv.-fév. 2007.

une dimension sensible, il y a peut-être également, dans notre présent, une transformation concrète des manières de se rapporter au politique.

Dans un retour réflexif sur l'un de ses articles déjà ancien, Sophie Wahnich se penche, quant à elle, sur l'approche des émotions politiques de part et d'autre de l'Atlantique, sur les points de rencontre et les divergences entre son approche et celle de William Reddy. Aux « régimes émotionnels » décrits par ce dernier qui viennent centrer le questionnement sur l'individu, Sophie Wahnich oppose son souci de comprendre comment les émotions en situation fabriquent du social, opèrent l'institution de groupes et, ce faisant, montre comment ces deux manières de penser les émotions conduisent à regarder différemment le moment thermidorien de la Révolution française.

Federico Tarragoni, livrant ici les premiers résultats d'une enquête en cours, analyse les différentes temporalités des affects politiques. Écoutant la parole de militantes et militants de l'événement Nuit debout, il distingue deux moments et montre combien les émotions ont été importantes au cœur de la mobilisation, pour en signaler à chacun·e la puissance de déplacement, et combien cette puissance s'est ensuite inscrite dans les trajectoires et les sensibilités individuelles, très au-delà des effets institutionnels limités du mouvement. L'auteur dessine ainsi un parcours sensible à deux coups, l'un immédiat, qui emporte les acteurs dans un élan d'affects forts qui soudent un groupe et une détermination politique, l'autre à plus long terme, dont la remémoration permet de mesurer la profondeur et que la poursuite de l'enquête devrait préciser.

C'est le cas aussi des gilets jaunes, évidemment. Lorsqu'on lit, sur l'un de ces gilets, « Nous sommes tous des hommes et des femmes politiques », on comprend mieux la manière dont la politique est ici réappropriée, collectivement, comme un bien commun et une manière de faire cité. Combien aussi celles et ceux qui manifestent ou s'installent sur les ronds-points revendiquent une légitimité, d'autant plus puissante qu'elle est en général niée au profit des professionnels et autres experts du domaine. S'entretenir avec l'ouvrier-photographe Serge D'Ignazio, qui n'a pas manqué une manifestation des gilets jaunes depuis leur « acte I » en novembre 2018, c'était par là même mieux saisir cette expérience sensible du politique, au plus près des mots, des corps et des gestes.

Enfin, nous avons souhaité, sur un thème aussi propice aux croisements et aux hybridations, confier la rubrique « Comment ça s'écrit » à une écrivaine et poétesse dont l'œuvre, si elle est souterrainement travaillée par le politique depuis son commencement, appréhende celui-ci de manière sans doute plus frontale depuis le début des années 2010. Autrice notamment de *Tomates* (P.O.L, 2010), *Les Années 10* (La Fabrique, 2014), *Que faire des classes moyennes ?* (P.O.L, 2016), *Un œil en moins* (P.O.L, 2018) et tout récemment *Les enfants vont bien* (P.O.L, 2019), Nathalie Quintane revient ici sur certains des outils, manières de faire, inspirations, procédés, qui structurent la prise en charge du politique par son écriture, dans ce qui s'apparente, une fois n'est pas coutume pour cette rubrique, à un exercice de réflexivité poursuivi par les moyens propres de la littérature, et plus précisément, par les tours de sa propre politique de la forme.

***

Par là, en prenant à bras-le-corps l'expérience sensible du politique, ce numéro interroge sous deux aspects la question de la légitimité politique : la légitimité des émotions et des sentiments – en somme, la dimension affective et même charnelle du champ politique – et la légitimité de chacune et chacun à occuper ce champ, sans le rabattre sur ses formes institutionnelles et professionnelles. L'expérience sensible peut à cet égard contribuer à une requalification de ce qui était jusque-là conçu, représenté ou vécu comme échappant au politique. Bien loin, donc, d'emboîter le pas aux analyses purement psychologisantes et dépolitisantes, l'approche du politique par le sensible contribue à lui conférer son intensité, tant l'expérience affective est une manière essentielle – et nécessaire – de s'y engager.

Ludivine Bantigny,
Déborah Cohen et Boris Gobille